

BRÈVES NUMÉRIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
27 mai au 3 juillet 2026

Sommaire

Fait marquant

- Le Premier ministre Keir Starmer annonce l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 16 ans

Economie numérique et régulation

- Le G7 adopte sa première approche commune pour la protection des enfants en ligne
- London Tech Week 2026 : bilan des annonces d'investissements, d'emplois et détails du *UK AI Hardware Plan*
- Le gouvernement britannique présente son *Defence Investment Plan* (DIP)
- Sécurité en ligne, innovation au service de la croissance et gouvernance : la ministre du DSIT adresse ses priorités au nouveau président de l'Ofcom

Télécommunications et réseaux

- L'Ofcom et le DSIT s'entendent sur les objectifs de croissance du régulateur en matière de télécommunications pour 2026 et 2027

Données et intelligence artificielle

- Suspension temporaire des modèles Fable 5 et Mythos 5 d'Anthropic
- Le Royaume-Uni et l'Allemagne signent un accord pour renforcer leur coopération dans le domaine de la sécurité de l'IA

Cybersécurité

- Lancement d'une revue indépendante sur l'usage des canaux de communication non institutionnels au sein du gouvernement britannique

Spatial

- Le spatial occupe une place importante au sein du nouveau *Defence Investment Plan* annoncé par le gouvernement britannique

Nouvelles technologies

- Le Royaume-Uni lance le premier réseau national dédié aux normes quantiques

Ecosystème tech

- Jeff Bezos investit dans la start-up britannique CuspAI, valorisée à 2,6 milliards de dollars
- Le contrat liant l'entreprise américaine Palantir et le *National Health Service* (NHS) sous pression politique
- OQC lève 260 millions de livres, un record européen pour le quantique
- Le gouvernement britannique dévoile de nouvelles mesures pour attirer les talents internationaux

Fait marquant : Le Premier ministre Keir Starmer annonce l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 16 ans

Le 15 juin, le Premier ministre britannique, Keir Starmer, a [annoncé](#) que le gouvernement entendait interdire l'accès aux principaux réseaux sociaux aux moins de 16 ans, selon un modèle inspiré de l'Australie. La mesure viserait notamment TikTok, Instagram, Facebook, Snapchat, X et YouTube, mais exclurait les services de messagerie tels que WhatsApp et Signal. Une liste d'exemptions sera par ailleurs constituée pour éviter d'inclure les services éducatifs, d'e-commerce ou encore de *streaming* musical dans l'interdiction.

Au-delà de cette interdiction, l'exécutif britannique prévoit des **restrictions supplémentaires sur certaines fonctionnalités jugées à risque**, comme les diffusions en direct et les communications avec des inconnus, y compris sur certaines plateformes de jeux en ligne. Ces protections seraient activées par défaut pour les 16-17 ans. Le gouvernement étudie également la mise en place de couvre-feux nocturnes et de limitations du défilement (« *scrolling* ») infini pour les moins de 18 ans.

Le gouvernement indique que cette réforme répond à la **large consultation publique** [« Growing up in an online world »](#) qui a rassemblé plus de 116 000 réponses et au cours de laquelle neuf parents sur dix se sont déclarés favorables à une interdiction des réseaux sociaux pour les moins de 16 ans. Les résultats complets et la réponse du gouvernement devraient être publiés courant juillet.

Le calendrier présenté lors de l'annonce prévoyait que le projet de loi soit présenté au Parlement avant Noël, pour une entrée en vigueur envisagée au printemps 2027. **La récente annonce de la démission de Keir Starmer pourrait toutefois remettre en cause ce calendrier.** Il reviendra au prochain gouvernement de décider de la suite à donner à cette réforme. Andy Burnham, probable

prochain Premier ministre, s'est pour sa part positionné en faveur de l'interdiction de réseaux sociaux aux moins de 16 ans.

Economie numérique et régulation

Le G7 adopte sa première approche commune pour la protection des enfants en ligne

Réunis à Paris le 29 mai sous présidence française, les ministres du numérique du G7 sont parvenus, pour la première fois, à un accord commun sur la protection des enfants et des jeunes contre les risques en ligne. Ce texte fixe des principes partagés articulés autour de l'éducation aux médias numériques, de la prise en compte des risques posés par les chatbots dotés d'intelligence artificielle et d'une responsabilisation accrue des plateformes, la sécurité des mineurs devant désormais être intégrée dès la conception des services numériques.

Les ministres ont par ailleurs réaffirmé leur volonté de **garantir un développement sûr et digne de confiance de l'intelligence artificielle**, tout en adoptant une « *Vision on AI Openness* » destinée à soutenir l'innovation, et en actant la création, avec l'OCDE, d'un outil visant à accompagner les petites et moyennes entreprises dans leur adoption de l'IA. Cette annonce s'inscrit dans le prolongement direct de la consultation britannique « *Growing up in an online world* », dont les conclusions ont conduit à l'annonce, le 15 juin, de l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 16 ans.

London Tech Week 2026 : bilan des annonces d'investissements privé, d'emplois et détails du UK AI Hardware Plan

La douzième édition de London Tech Week s'est achevée avec l'annonce de **près de 6 milliards de livres d'engagements d'investissement dans le secteur technologique**. Le rendez-vous, organisé au centre d'exposition Olympia, a réuni plus de 30 000 participants issus de plus de 130 pays.

Les annonces les plus significatives émanent d'acteurs américains renforçant leur présence sur le sol britannique. AMD s'est engagé à investir jusqu'à 2 milliards de livres sur cinq ans pour développer la recherche en IA, notamment via des partenariats en calcul de haute performance avec les universités de Cambridge et Imperial College London. Le fournisseur de cloud Nebius a de son côté annoncé environ 1,7 milliard de livres d'investissement pour étendre ses capacités au Royaume-Uni, en déployant des systèmes de calcul Nvidia de pointe et en développant son hub de R&D londonien.

Le gouvernement britannique a également profité de cet événement pour dévoiler le 8 juin, son « **UK AI Hardware Plan** », **doté de 1,1 milliard de livres**. Présenté par la Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (DSIT) Liz Kendall, ce plan vise à garantir les capacités computationnelles du pays et à soutenir des entreprises britanniques du secteur.

- i. **En matière d'innovation, 120 millions de livres sont mobilisés pour soutenir les entreprises britanniques**, du prototype à la commercialisation, notamment via un ***Scaling Inference Lab* renforcé** (20 millions de livres supplémentaires) et un nouveau programme de sécurité matérielle doté de 18 millions de livres.

- ii. **Le volet compétences représente 80 millions de livres, destinés à développer la filière de conception de puces** : bourses universitaires élargies, création d'un centre de formation doctorale (12 millions de livres) et soutien renforcé aux doctorants via *TechFirst* (20 millions de livres).
- iii. **L'essentiel de l'enveloppe porte toutefois sur les achats publics, avec 1,15 milliard de livres** : 750 millions pour un nouveau supercalculateur national hétérogène, et 400 millions pour l'acquisition de puces spécialisées britanniques — dont un premier engagement de 150 millions de livres attribué dès cet été.
- iv. **Enfin, côté investissement, jusqu'à 650 millions de livres viendront soutenir la croissance des entreprises du secteur** : 500 millions via le *Sovereign AI Fund* (qui avaient déjà été annoncés), et 150 millions via un nouveau fonds deeptech piloté par *Playground Global*, avec le soutien de la *British Business Bank*.

[Selon le ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie \(DSIT\)](#), les promesses d'investissements annoncées au cours de la semaine s'accompagneront de la création d'environ **8 000 emplois hautement qualifiés** à travers le pays. Plusieurs entreprises d'IA de premier plan — dont Anthropic, OpenAI, ainsi que les start-ups en forte croissance Cursor et Legora — ont confirmé leur intention d'étendre leurs bureaux londoniens pour puiser dans le vivier de talents de la capitale. Le gouvernement a par ailleurs lancé une initiative de formation technologique destinée à 400 000 élèves, ainsi qu'un assistant IA dédié à la recherche d'emploi.

[Le gouvernement britannique présente son *Defence Investment Plan* \(DIP\)](#)

Le 30 juin dernier, le gouvernement britannique a publié le [Defence Investment Plan](#) (DIP), document de mise en œuvre de la *Strategic Defence Review* de 2025. Attendue depuis l'été 2025, la publication du DIP a été à plusieurs reprises retardée en raison d'écart entre les dépenses envisagées et les financements disponibles, ce qui avait entraîné la démission du ministre de la Défense John Healey début juin.

Le plan prévoit **298 Md£ d'investissements sur quatre ans (2026/27-2029/30)** afin d'accroître la préparation opérationnelle des forces armées, de moderniser les équipements et de renforcer la base industrielle de défense britannique. Les dépenses de défense devraient atteindre 2,7 % du PIB d'ici 2027-2028, l'objectif étant une montée progressive vers 3,5 % du PIB à l'horizon 2035, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'OTAN. Le ministère de la Défense souligne avoir volontairement laissé une partie des crédits postérieurs à 2030 non affectée, afin de conserver une marge de manœuvre pour financer des capacités encore émergentes et s'adapter à l'évolution rapide des technologies et des menaces. Le manque de financement à hauteur de 5 milliards de livres soulève toutefois des interrogations sur la possibilité d'atteindre l'objectif de dépenses nécessaires et reste suspendu aux prochaines discussions budgétaires qui seront menées par le nouveau gouvernement.

Les technologies numériques occupent une place importante dans ce plan.

- i. **1,8 Md£ seront consacrés à un nouveau *Digital Targeting Web***, destinés à connecter capteurs, systèmes de commandement et effecteurs grâce à des architectures numériques communes aux armées et à l'intelligence artificielle.

- ii. Le gouvernement prévoit également **2,5 Md£ pour les capacités cyber et électromagnétiques**, avec la montée en puissance d'une **nouvelle *Defence Cyber and Electromagnetic Force***, qui sera chargée de défendre le Royaume-Uni contre les cyberattaques croissantes.
- iii. **5 Md£ seront dédiés au renforcement de l'autonomie des forces armées**, avec l'objectif de construire une Marine hybride et une *Royal Air Force* de nouvelle génération, transformés par l'IA, les drones et les véhicules autonomes.
- iv. **1,6 Md£ seront fléchés vers la branche [UK Defence Innovation \(UKDI\)](#) du ministère de la Défense britannique** pour accélérer le développement et l'adoption de technologies duales, notamment en matière d'IA et de quantique.

Sécurité en ligne, innovation au service de la croissance et gouvernance : la ministre du DSIT adresse ses priorités au nouveau président de l'Ofcom

La Ministre britannique de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (DSIT), Liz Kendall, a adressé une [lettre à Sir Ian Cheshire](#), nouvellement nommé Président de l'Ofcom, l'autorité de régulation des communications, afin de lui adresser ses priorités.

La ministre du DSIT insiste en premier lieu sur la nécessité d'**accélérer la mise en œuvre de [l'Online Safety Act](#)**, avec un accent particulier sur la protection des mineurs, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles en ligne, ainsi que la lutte contre les discours de haine, notamment antisémites.

Elle appelle également l'Ofcom à adopter une **approche plus favorable à la croissance et à l'innovation**, en resserrant sa collaboration avec le DSIT et en contribuant à l'objectif gouvernemental de réduction de 25 % des coûts administratifs liés à la régulation.

Enfin, la lettre insiste sur le renforcement de la **gouvernance interne de l'Ofcom**, à travers la mise en place d'indicateurs de performance plus clairs, un dialogue régulier avec le ministère de tutelle et l'actualisation, d'ici septembre 2026, du document-cadre définissant les rôles respectifs des deux institutions.

Télécommunications et réseaux

L'Ofcom et le DSIT s'entendent sur les objectifs de croissance du régulateur en matière de télécommunications pour 2026 et 2027

Dans un [policy paper](#) publié le 11 juin, l'Ofcom détaille ses objectifs de croissance, notamment en matière de télécommunications, convenus avec le ministère britannique de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (DSIT). Parmi les six objectifs, l'Ofcom entend :

- i. **maximiser la croissance et les bénéfices liés aux usages de l'intelligence artificielle dans le secteur des télécommunications.** L'Ofcom souhaite mieux identifier les moyens de parvenir à ce résultat à travers des consultations et d'éventuelles modifications des règles en vigueur.

- ii. **soutenir l'investissement dans la fibre optique intégrale et la concurrence sur le marché des lignes louées**, avec la publication de la *Hull Telecoms Access Review* en octobre 2026 et une transition sécurisée vers la VoIP dans le cadre de la migration du réseau PSTN, à achever pour janvier 2027.
- iii. **améliorer la fiabilité des données de couverture mobile, en cohérence avec l'objectif gouvernemental d'une couverture 5G autonome de qualité d'ici 2030.**
- iv. **optimiser l'usage et le partage du spectre radioélectrique, notamment pour le haut débit satellitaire**, dans la perspective de la Conférence mondiale des radiocommunications de 2027.

Données et intelligence artificielle

Suspension temporaire des modèles Fable 5 et Mythos 5 d'Anthropic

Lancé le 9 juin 2026, Claude Fable 5, modèle le plus avancé jamais publié par Anthropic, dérivé du modèle Mythos 5, a été suspendu dès le 12 juin par une directive de contrôle des exportations du gouvernement américain, invoquant des motifs de sécurité nationale. La mesure visait à bloquer l'accès de tout ressortissant étranger, y compris les propres salariés non américains d'Anthropic. Dans l'incapacité de filtrer ses utilisateurs par nationalité en temps réel, l'entreprise a coupé l'accès aux deux modèles pour l'ensemble de ses clients dans le monde, sans préavis. En cause : la découverte, par des chercheurs d'Amazon, d'une méthode de contournement des garde-fous de sécurité de Fable 5.

L'épisode a contribué à nourrir le débat sur la souveraineté technologique du Royaume-Uni.

Les députés Tom Tugendhat et Al Carns, tous deux anciens ministres, ont souligné que chercheurs, entreprises et hôpitaux britanniques s'étaient trouvés privés d'accès du jour au lendemain, Tom Tugendhat qualifiant l'incident de preuve que « [la souveraineté se joue désormais davantage dans le code que dans les canons](#) ».

Côté gouvernemental, la Ministre britannique de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (DSIT), Liz Kendall a réaffirmé l'objectif de « réduire les dépendances excessives » du pays, notamment à travers le [Sovereign AI Fund](#) (500 millions de livres) dévoilé en avril et visant à soutenir les entreprises d'IA britanniques. [La presse relaie par ailleurs](#) que le probable prochain Premier ministre Andy Burnham envisagerait de revoir la stratégie IA britannique pour la rendre moins dépendante des Etats-Unis, privilégier les entreprises britanniques, et l'orienter aux fins de produire des effets en faveur des travailleurs et des communautés.

Si Fable 5 a été rétabli au niveau mondial le 1er juillet, Mythos 5 reste limité à un nombre restreint d'organisations américaines.

Le Royaume-Uni et l'Allemagne signent un accord pour renforcer leur coopération dans le domaine de la sécurité de l'IA

Le Royaume-Uni et l'Allemagne ont publié le 30 juin dernier une [déclaration conjointe sur la sûreté et la sécurité de l'IA avancée](#). Le texte prévoit un rapprochement institutionnel entre l'[AI Security Institute](#) et son homologue allemand récemment créé ([German AI Safety and Security](#)

[Institute](#)), ainsi qu'un partage de bonnes pratiques en matière d'évaluation des systèmes d'IA avancés — sans toutefois s'accompagner d'engagement financier chiffré ni de calendrier de mise en œuvre précis, contrairement aux annonces bilatérales de décembre 2025 sur le quantique.

Cybersécurité

Lancement d'une revue indépendante sur l'usage des canaux de communication non institutionnels au sein du gouvernement britannique

Le gouvernement britannique a annoncé le 2 juillet le **[lancement d'une revue indépendante consacrée à l'usage, par les ministres, conseillers et fonctionnaires, de canaux de communication non institutionnels](#)** (« *non-corporate communication channels* », NCCC) — messageries personnelles comme WhatsApp et courriels privés notamment — dans le cadre de leurs fonctions.

Le Chancelier du Duché de Lancastre, Darren Jones, a nommé à cet effet le professeur [Sir Anthony Finkelstein](#), qui examinera les facteurs humains, organisationnels, juridiques et techniques liés à ces usages, y compris le recours aux messages à suppression automatique. Ses travaux devront déboucher sur une définition claire des NCCC, l'identification des risques de sécurité associés, ainsi que des recommandations concrètes pour renforcer la traçabilité et l'archivage des décisions publiques.

Spatial

Le spatial occupe une place importante au sein du nouveau *Defence Investment Plan* (DIP) annoncé par le gouvernement britannique

Le domaine spatial est identifié dans le **[Defence Investment Plan](#)**, présenté le 30 juin dernier par le gouvernement, comme une **infrastructure critique et un environnement de plus en plus contesté, central pour les opérations militaires modernes.**

Dans ce contexte, la *Royal Air Force*, désignée comme service leader pour le spatial, est chargée de développer des capacités de dissuasion et de protection face aux menaces orbitales, via [UK Space Command](#), qui doit évoluer vers une force pleinement intégrée comprenant jusqu'à six escadrons spatiaux. Cette montée en puissance s'accompagne de la création d'une filière de formation structurée permettant des parcours de carrière complets dans le domaine spatial, du recrutement jusqu'aux fonctions de commandement.

Le plan met en avant une **transformation du spatial en véritable domaine de combat**, illustrée par les enseignements de la guerre en Ukraine, où l'espace apparaît comme un « système nerveux central » des opérations modernes. Le Royaume-Uni entend ainsi renforcer ses capacités souveraines de renseignement, surveillance et reconnaissance basées dans l'espace, ainsi que ses moyens de ***Space Domain Awareness*** à travers un réseau mondial de radars avancés, développé en coopération avec les États-Unis et l'Australie. Une attention particulière est également portée aux **capacités de protection et de contrôle des actifs orbitaux**, ainsi qu'à la **résilience des communications militaires.**

Sur le plan financier, **2,3 Md£ sont alloués aux communications satellitaires**, notamment à la prolongation du programme SKYNET 5 et au développement de SKYNET 6A, **tandis que 880 M£ sont consacrés aux capacités spatiales ISR et de contrôle spatial**. Le plan prévoit également la création d'un *Integrated Air, Space and Missile Defence Operations Centre*, **doté d'un investissement initial de 40 M£**, destiné à fusionner les fonctions de commandement et de contrôle entre les domaines aérien et spatial grâce à l'intelligence artificielle et à une intégration avec le *Digital Targeting Web*.

Nouvelles technologies

Le Royaume-Uni lance le premier réseau national dédié aux normes quantiques

Le ministère britannique de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (DSIT) a **annoncé le 16 juin le lancement du National Quantum Standards Network (QSN)**, **doté de 10 millions de livres et confié au *National Physical Laboratory* (NPL)**.

Ce réseau, présenté comme le premier du genre au monde, réunira pouvoirs publics, industriels et monde académique — dont la *British Standards Institution* et le *National Quantum Computing Centre* — afin **d'élaborer des normes communes pour les technologies quantiques**, de la stabilité des lasers utilisés pour contrôler les qubits jusqu'à la fiabilité des capteurs quantiques. Il vise à **renforcer la position du Royaume-Uni dans les instances internationales de normalisation** à l'heure où des décisions structurantes s'y préparent, et à faciliter la commercialisation à l'international des produits britanniques. **Cette initiative s'inscrit dans l'enveloppe de 2 milliards de livres annoncée en début d'année en faveur du secteur quantique**, dont 1,2 milliard destiné à l'acquisition d'ordinateurs quantiques à grande échelle, un secteur dont le gouvernement britannique estime qu'il pourrait générer jusqu'à 212 milliards de livres de valeur ajoutée et 100 000 emplois.

Ecosystème tech

Jeff Bezos investit dans la start-up britannique CuspAI, valorisée à 2,6 milliards de dollars

La start-up britannique **CuspAI**, spécialisée dans l'application de l'intelligence artificielle aux sciences des matériaux, a **levé 400 millions de dollars lors d'un tour de financement portant sa valorisation à 2,6 milliards de dollars**, contre 520 millions en septembre dernier. Parmi les investisseurs figurent le fonds de capital-risque Kleiner Perkins ainsi que **Bezos Expeditions**, le *family office* de Jeff Bezos, dont l'investissement serait toutefois réalisé à titre personnel, sans lien avec son rôle de co-directeur général de Prometheus, autre start-up d'IA appliquée au secteur physique dans laquelle il est impliqué.

Fondée il y a deux ans à Cambridge, CuspAI développe une technologie de « conception inverse » permettant de concevoir de nouveaux matériaux à partir de propriétés cibles, avec des applications dans les semi-conducteurs, l'aérospatiale ou le traitement de l'eau ; elle compte notamment ASML, Meta et Hyundai parmi ses clients.

Le contrat liant l'entreprise américaine Palantir et le *National Health Service* (NHS) sous pression politique

Le **contrat de 330 millions de livres** conclu en 2023 entre le service national de santé britannique (NHS) et l'entreprise américaine Palantir pour la construction de la « *Federated Data Platform* » (FDP) fait l'objet d'une **controverse croissante** à l'approche de l'échéance de sa **clause de sortie, activable en 2027**.

Les critiques portent à la fois sur les **conditions d'attribution du marché** — plusieurs responsables évoquant des critères d'appel d'offres calqués sur les spécificités techniques de Palantir et des pressions internes en faveur de ce choix — et sur **l'efficacité réelle du dispositif**, certains experts de la donnée au sein du NHS estimant que la plateforme ne remplit pas pleinement les objectifs d'interopérabilité annoncés. S'y ajoute une **dimension géopolitique** : plusieurs pays européens ont réduit leurs contrats avec Palantir ces derniers mois par souci de souveraineté numérique, tandis que le gouvernement britannique, par la voix du ministre chargé de la Science, Lord Patrick Vallance, a indiqué vouloir désormais **privilégier les entreprises britanniques dans ses futurs marchés publics**. Des responsables gouvernementaux explorent d'ores et déjà les modalités techniques d'un éventuel retrait de Palantir des systèmes du NHS.

OQC lève 260 millions de livres, un record européen pour le quantique

La start-up britannique Oxford Quantum Circuits (OQC), qui développe des ordinateurs quantiques supraconducteurs destinés aux environnements de centres de données, a annoncé **un tour de table de série C de 260 millions de livres, le plus important jamais réalisé par une entreprise quantique en Europe dans le secteur privé**. L'opération, menée par Bullhound Capital et incluant notamment la *British Business Bank*, doit permettre à OQC de renforcer sa présence opérationnelle sur ses marchés prioritaires — l'entreprise dispose déjà de systèmes déployés au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Japon et en Espagne — et d'accélérer sa feuille de route vers un ordinateur quantique tolérant aux fautes et commercialement exploitable.

Le gouvernement britannique dévoile de nouvelles mesures pour attirer les talents internationaux

Le gouvernement britannique a annoncé, lors d'une réception consacrée aux talents mondiaux le 10 juin, **un ensemble de nouvelles mesures destinées à faciliter l'accès aux compétences internationales pour les entreprises en forte croissance**. La Chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves a présenté deux dispositifs :

- i. un remboursement des frais de visa pour les *scale-ups* des secteurs du numérique, des sciences de la vie et de l'énergie propre
- ii. une procédure accélérée de référencement auprès de l'*Office for Investment* pour l'obtention d'une licence de sponsor « *expansion worker* », destinée aux entreprises étrangères à fort potentiel souhaitant s'implanter rapidement au Royaume-Uni.

Ces mesures s'ajoutent à l'élargissement, début juin, de la voie accélérée du **Global Talent Visa**. Le secrétaire d'État aux Entreprises, Peter Kyle, doit par ailleurs présenter un service de conciergerie sur mesure destiné à accompagner la création, la croissance et l'ancrage au Royaume-Uni des entreprises à fort potentiel, dans le cadre de l'objectif gouvernemental de voir émerger la première entreprise britannique valorisée à mille milliards de dollars.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Jeanne de Kesling (Attachée numérique), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr